



Groupement de commandes du GHT des Alpes du Sud

CHICAS - Cellule des Marchés
Tél. : 04.92.40.28.04
E-mail : cellulemarches@chicas-gap.fr



Groupement
Hospitalier de Territoire
Alpes du Sud
Gap-Sisteron - Briançon - Laragne - Embrun - Alghuilles

SE9 N85

MARCHE DE MAINTENANCE ET D'ENTRETIEN DES INSTALLATIONS DE CHAUFFAGE, VENTILATION ET CLIMATISATION DES ETABLISSEMENTS DU GHT DANS LE CADRE DU GROUPEMENT DE COMMANDES DU GHT DES ALPES DU SUD- MCVC24- RELANCE LOT 1

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIERES N° 025-2025 (CCP)

Marché passé en Appel d'Offres Ouvert en application des dispositions relatives aux marchés publics :
des articles L. 2124-1, L. 2124-2, R. 2161-1, R. 2161-2, R. 2161-3, R. 2161-4 et R. 2161-5 du Code de la Commande Publique.

Passation d'un ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS DE SERVICE (article R. 2162-2), exécuté au moyen de BONS DE COMMANDES (articles R. 2162-13 et R. 2162-14).

Codes nomenclature DGOS : PC18A000 – TPC18B000

SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
ARTICLE 1 - OBJET ET DUREE DU MARCHÉ.....	4
1-1 OBJET DU MARCHÉ.....	4
1-2 DECOMPOSITION DU MARCHÉ	4
1-3 FORME DU MARCHÉ.....	4
1-4 DUREE DU MARCHÉ.....	5
ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
2-1 PIECES CONTRACTUELLES.....	6
2-2 ASSURANCES	6
ARTICLE 3 – DEFINITION DES PRESTATIONS.....	6
3-1 LOT N° 1 – CENTRE HOSPITALIER DES ESCARTONS A BRIANÇON, GCS PLATEFORME HOSPITALIERE SITE DE BRIANÇON,	7
3-2 LOT N° 4 – CENTRE HOSPITALIER D'AIGUILLES-QUEYRAS	7
3-3 CONDITIONS DE LIVRAISON A GARANTIR.....	7
3-4.1 Chauffage	7
3-4.2 Eau chaude sanitaire	7
3-4.3 Prestation concernant la prévention de la légionellose	8
3-4.4 Réseau de distribution secondaire d'eau de chauffage et émetteur de température	8
3-4 MAINTENANCE PREVENTIVE	8
3-5.1 Prestations de type P2.....	8
3-5.2 Programmation des visites et consignes d'intervention	9
3-5.3 Entretien des disconnecteurs.....	9
3-5.4 Contrôle des installations de chauffage par combustion.....	10
3-5 MAINTENANCE CORRECTIVE	10
3-6.1 Pendant la visite de maintenance préventive	10
3-6.2 En dehors de la visite de maintenance préventive	10
3-6.3 Délai d'intervention – Déclenchement des interventions	11
3-6.4 Réception des appels	11
3-6.5 Déroulement de l'intervention	12
3-6 CONTROLE DE REMISE EN SERVICE	12
3-7 GARANTIE DES PIECES DETACHEES.....	12
ARTICLE 4 - MODALITES D'EXECUTION	13
4-1 OBLIGATIONS DU TITULAIRE	13
4-1.1 Respect de la réglementation	13
4-1.2 Exécution des prestations	13
4-1.3 Personnel d'exécution.....	14
4-1.4 Identification de l'intervenant.....	14
4-1.5 Intervention dans un site hospitalier	14
4-1.6 Conditions d'intervention en termes de sécurité.....	15
4-1.7 Formation des techniciens des établissements hospitaliers.....	15
4-1.8 Durée de l'entretien, de la maintenance	15
4-1.9 Traçabilité des interventions.....	15
4-1.10 Assistance et conseil.....	16
4-1.11 Permanence et astreinte	17
4-1.12 Matières consommables et pièces de rechange.....	17
4-2 OBLIGATIONS DES ETABLISSEMENTS DE SANTE	17
4-2.1 Les énergies	17
4-2.2 Contrôle technique réglementaire	18
4-2.3 Cas général	18
4-2.4 Libre accès aux installations	18
4-2.5 Règle de sécurité.....	18
4-2.6 Mise en conformité	19

ARTICLE 5 – DISCRETION ET CONFIDENTIALITE	19
ARTICLE 6 – MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX	19
6-1 REVISION DE PRIX	20
6-2 REMUNERATION DE LA MAINTENANCE PREVENTIVE ET VERIFICATION	21
6-3 REMUNERATION DE LA MAINTENANCE CORRECTIVE	21
ARTICLE 7 – FACTURATION - CONDITIONS DE PAIEMENT	21
ARTICLE 8 – PENALITES DE RETARD	23
8-1 MAINTENANCE PREVENTIVE	23
8-1.1 Retard dans la remise des rapports	23
8-1.2 Pénalité pour une maintenance préventive	23
8-2 PENALITE POUR UNE MAINTENANCE CURATIVE	23
ARTICLE 9 - RESILIATION DU MARCHE – EXECUTION PAR DEFAULT	24
9-1 RESILIATION	24
9-2 EXECUTION PAR DEFAULT	24
ARTICLE 10 – RESPECT DU REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNES (RGPD)	24
ARTICLE 11 - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	25
ARTICLE 12 - CONTESTATIONS ET LITIGES.....	25

ARTICLE 1 - OBJET ET DUREE DU MARCHE

1-1 OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet la relance du lot 1 et d'un lot 4 (issus d'un ancien lot 1) des prestations de maintenance et d'entretien des installations de chauffage, ventilation et de climatisation pour les établissements du GHT des Alpes du Sud dans le cadre du Groupement de commandes du GHT des Alpes du Sud.

À titre d'information, il est précisé que ces lots correspondent à une relance partielle d'un marché précédemment décomposé en trois lots. Les lots n°2 (CHICAS, CHBD et CHE) et n°3 (CH BARCELONNETTE) de la procédure initiale sont actuellement en cours d'exécution et ne sont pas concernés par la présente consultation.

Les établissements concernés par ce marché sont :

- Centre Hospitalier des Escartons de Briançon
- Centre Hospitalier d'Aiguilles-Queyras

1-2 DECOMPOSITION DU MARCHE

Le présent marché est alloté conformément à l'article L.2113-10 du Code de la commande publique.

Il est décomposé en deux lots géographiques distincts correspondant chacun à un établissement public de santé :

- **Lot n°1 : Centre Hospitalier des Escartons à BRIANCON, GCS plateforme hospitalière site de BRIANCON**
- **Lot n°4 (issus de l'ancien lot 1) : Centre Hospitalier d'Aiguilles-QUEYRAS**

Chaque lot fera l'objet d'un marché distinct.

1-3 FORME DU MARCHE

Groupement de Commandes du GHT des Alpes du Sud

Etablissement support : Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud (CHICAS) – site de GAP, représenté par le Directeur d'établissement.

1, place Auguste Muret

B.P. 101

05007 GAP CEDEX

Coordonnateur du groupement :

Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud (CHICAS) – site de GAP, représenté par le Directeur d'établissement.

Ce marché est passé dans le cadre d'un appel d'offres ouvert en application des dispositions relatives aux marchés publics, des articles L. 2124-1, L. 2124-2, R. 2161-1, R. 2161-2, R. 2161-3, R. 2161-4 et R. 2161-5 du Code de la Commande Publique.

Il s'agit d'un ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS DE SERVICE (article R. 2162-2), exécuté au moyen de BONS DE COMMANDES (articles R. 2162-13 et R. 2162-14).

Les seuils de commandes maximum annuel, par période, sont :

Lots	Seuils maximums annuel
Lot 1 : CH Briançon, GCS Plateforme Briançon	60 000,00 € HT
Lot 4 : CH Aiguilles-Queyras	60 000,00 € HT

Celui-ci est exécuté :

- soit à partir d'un planning d'intervention contractualisé avec chacun des établissements (vérification et entretien)
- soit à partir d'une demande d'intervention téléphonique de l'établissement, confirmée par un courriel (autres prestations) et/ou un bon de commande.

Dans le second cas, il s'agit d'un accord-cadre (article R. 2162-2 du Code de la Commande Publique), exécuté au moyen de bons de commande (articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la Commande Publique).

Ces bons de commande, établis par l'établissement concerné, comporteront :

- ✓ les nom et adresse du titulaire
- ✓ les numéros et date du marché
- ✓ les numéros et date du bon de commande
- ✓ la désignation de la prestation commandée
- ✓ l'adresse de facturation
- ✓ le montant total hors taxes de la commande
- ✓ le taux et le montant de la TVA
- ✓ le montant total toutes taxes comprises.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour du marché.

Si un bon de commande est émis en fin d'exécution du marché, les prestations correspondantes pourront être terminées après l'expiration du marché en application duquel il a été émis.

1-4 DUREE DU MARCHE

La durée du marché est d'un an à compter du 26/02/2026.

Il sera ensuite renouvelable une fois par tacite reconduction par période de douze mois. La durée maximale du marché est de 2 ans.

Reconduction du marché :

Conformément à l'article R. 2112-4 du Code de la Commande Publique, le titulaire ne peut refuser la reconduction. En cas de non-reconduction, le pouvoir adjudicateur en informera le titulaire deux mois avant la date anniversaire du marché. La non-reconduction n'ouvre pas droit à indemnisation.

ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

2-1 PIECES CONTRACTUELLES

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement ;
- la ou les annexes financières à l'acte d'engagement (une par lot) ;
- le présent Cahier des Clauses Particulières et ses annexes dont l'exemplaire conservé dans les archives du Pouvoir Adjudicateur fait seul foi ;
- le questionnaire technique - fiche intervention du titulaire ;
- le mémoire technique du titulaire ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009.

Les conditions générales de vente du titulaire sont inapplicables.

En cas de contradiction entre les documents qui précèdent ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

2-2 ASSURANCES

Le titulaire doit avoir souscrit un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés aux tiers par l'exécution des prestations objet du marché, conformément à l'article 9 du CCAG-FCS.

Il doit justifier, au plus tard dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ce contrat d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Durant l'exécution du marché, il doit produire à toute demande du Centre Hospitalier une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

ARTICLE 3 – DEFINITION DES PRESTATIONS

Les prestations comprennent :

- la conduite, la surveillance et l'entretien des installations et équipements. A ce titre la responsabilité du titulaire est permanente.
- la maintenance préventive,
- la maintenance corrective,
- l'astreinte pour dépannage,
- les essais et contrôles de bon fonctionnement.

Les fournitures de fluides primaires sont exclues du présent marché.

Le marché impose au titulaire des obligations de résultat en ce qui concerne :

- la continuité du service,
- le respect des normes et réglementations applicables. Le titulaire n'est pas chargé des visites légales et réglementaires ; néanmoins il est responsable des dispositions à prendre en vue de leur exécution au frais des établissements.
- le maintien, la durabilité et les performances de fonctionnement des installations à un niveau optimal,
- l'optimisation des consommations d'énergies.

La liste des installations à entretenir est détaillée pour chaque établissement, aux annexes au CCP.

Le titulaire est réputé avoir une parfaite connaissance :

- de la constitution des bâtiments,
- de la consistance des équipements et installations dont il doit assurer la maintenance,
- des conditions particulières d'interventions liées à la sécurité et à la spécificité des bâtiments et de l'activité qui en découle,
- de satisfaire les obligations de continuité de service.

Le marché sera borné par un entretien couramment appelé P2 (« assistance à conduite » et « travaux de petit entretien »).

En dehors de ces conditions, il ne saurait avoir pour objet ou pour effet, de substituer le prestataire au pouvoir adjudicateur (ou son représentant) dans l'exploitation, la maintenance, l'entretien et la surveillance du matériel qui incombe et continue d'incomber au pouvoir adjudicateur.

En outre, le prestataire s'engage à apporter au pouvoir adjudicateur, sécurité, disponibilité, assistance technique, information et formation.

3-1 LOT N° 1 – CENTRE HOSPITALIER DES ESCARTONS A BRIANÇON, GCS PLATEFORME HOSPITALIERE SITE DE BRIANCON,

Le marché comprend l'entretien et l'astreinte des sites du Centre Hospitalier, de la maison de retraite nommée l'Etoile des Neiges, des 2 logements voisins (logements des médecins et chalet des internes), et du centre psychiatrie extra hospitalière situé sur BRIANCON pour les installations chauffage, la ventilation et la climatisation décrites en annexe 1.1 du présent CCP.

3-2 LOT N° 4 – CENTRE HOSPITALIER D'AIGUILLES-QUEYRAS

Le marché comprend l'entretien et l'astreinte, pour les installations décrites à l'annexe 1.2 du présent CCP.

3-3 CONDITIONS DE LIVRAISON A GARANTIR

3-4.1 Chauffage

Pendant la durée du marché, les établissements pourront demander la mise en service ou l'arrêt de tout ou partie des installations plusieurs fois sans facturation supplémentaire.

Réseau température modulée :

Eau chaude à 90° au départ pour une température de – 7° extérieure avec modulation en fonction de la température extérieure.

3-4.2 Eau chaude sanitaire

Température constante au départ des productions à définir selon les circuits et l'usage :

- moins 5° au retour par rapport à la température de production,
- 55° en tous points de puisage du réseau,
- température de boucle 50° en tous points de l'installation avec un delta de 5°;
- température de stockage supérieure à 60°,
- pendant les opérations de choc thermique la température de stockage sera portée à une température égale ou supérieure à 70°.

La température pourra être modifiée à la demande du centre hospitalier concerné.

La qualité de l'eau sera conforme à la législation en vigueur.

3-4.3 Prestation concernant la prévention de la légionellose

Périodiquement, les établissements effectuent des analyses au pied des ballons, sur le retour de boucle, ainsi qu'au point de puisage le plus éloigné. La quantité de légionelles doit être inférieure aux réglementations en vigueur, au moment du prélèvement.

Dans le cas contraire, les établissements pourront demander au titulaire, dans un délai de 24 H en fonction des résultats du dénombrement, la réalisation de purges et/ou choc thermique. En cas de choc thermique le titulaire devra porter les réseaux à une température de 75° sur tous les points de puisage. L'établissement demandeur sera responsable de la sécurité aux différents points de puisage, pendant les opérations.

Cette prestation fera l'objet d'une demande explicite dans l'annexe 1 au CCP pour chaque établissement.

3-4.4 Réseau de distribution secondaire d'eau de chauffage et émetteur de température

Les réseaux de distribution secondaire d'eau chaude et les émetteurs de température (radiateurs) sont compris dans le périmètre du marché selon l'établissement.

Sont également compris les robinets, têtes de radiateurs (hormis les têtes thermostatiques), les tés permettant les réglages du retour de chaque émetteur.

Lors d'un dysfonctionnement, si la température ambiante n'est pas atteinte, le titulaire devra mettre en œuvre, si nécessaire, un moyen provisoire de chauffage.

Cette prestation fera l'objet d'une demande explicite dans l'annexe 1 au CCP pour chaque établissement.

3-4 MAINTENANCE PREVENTIVE

3-5.1 Prestations de type P2

Le prix comprend les prestations pour l'exploitation et la maintenance des installations de chauffage, de production d'eau chaude sanitaire, de ventilation, de traitement de l'air, de climatisation et de l'eau dans les bâtiments listés dans les annexes de chaque site. Ce prix est exprimé sous forme de forfait révisable annuellement.

Le prix forfaitaire couvre également les demandes de dépannages effectuées de jour durant les heures ouvrables, en dehors des heures ouvrables et de nuit au titulaire du présent lot.

Chaque déplacement pour dépannage fera l'objet d'une facturation détaillée comprenant le prix du déplacement, le diagnostic, la réparation au temps passé réel de l'agent sur le site, des heures d'interventions et le montant des pièces détachées selon le coefficient de facturation défini dans le DPGF.

En cas de travaux à réaliser en dehors du P2, un devis sera établi par le prestataire et proposé à l'établissement concerné qui choisira de le valider au non. Les interventions et devis réalisés en dehors du P2 n'engendreront aucun frais de déplacement supplémentaire.

3-5.2 Programmation des visites et consignes d'intervention

L'intervention doit être réalisée au cours de la période indiquée pour chaque établissement en annexe 1 au CCP.

La date de début d'intervention devra être confirmée au moins quatre semaines avant celle-ci.

L'entretien préventif des installations doit être effectué pendant les jours et heures ouvrés des services techniques de l'établissement, excepté pour certains services qui nécessitent une intervention après 17h (exemple : bloc opératoire, stérilisation, laboratoire, dialyse,...), à définir avec chaque établissement. Ces interventions ne pourront faire l'objet d'une facturation supplémentaire

Les interventions doivent obligatoirement être réalisées sans interruption de service.

Le ou les techniciens intervenants devront :

- pour les secteurs sensibles (bloc, réanimation, urgences) prendre rendez-vous auprès du cadre du service
- se présenter à chaque cadre ou son remplaçant avant d'intervenir dans un service
- prévenir le responsable des services techniques, le PC Sécurité le cas échéant et les services concernés avant les essais d'alarme
- se présenter chaque matin auprès du responsable des services techniques pour faire le point sur l'avancement de l'intervention.

Le titulaire fournit tous les matériels et les fluides nécessaires pour assurer la continuité de l'alimentation des prises terminales.

3-5.3 Entretien des disconnecteurs

L'exploitant prendra en charge les opérations d'entretien et de vérification du bon fonctionnement des disconnecteurs propres aux installations de chauffage ou de production d'eau chaude sanitaire.

Conformément à la réglementation en vigueur, les disconnecteurs à zone de pression réduite contrôlable seront vérifiés deux fois par an par du personnel habilité.

La date, le nom et la signature du contrôleur, les résultats du contrôle, seront portés sur le livret de chaufferie.

3-5.4 Contrôle des installations de chauffage par combustion

Le titulaire procédera (ou fera procéder par un organisme technique habilité) au minimum 3 fois au cours de la période effective de chauffage à des mesures dans chaque chaufferie portant sur :

- les températures de fumée
- la dépression au foyer (ou pression pour les chaudières pressurisées)
- l'analyse de CO₂ - l'analyse de CO - l'analyse de l'O₂ Ces mesures permettant de calculer le rendement de combustion, seront toutes reportées sur le cahier de chaufferie.

Il est rappelé que les décrets N° 98-817 du 11 septembre 1998 et N° 648 du 9 juin 2009 relatifs aux rendements minimaux et à l'équipement des chaudières de puissance comprise entre 400 kW et 50 MW, s'appliquent à plusieurs chaudières objet du présent contrat. L'article 9 N° 98-817 du 11 septembre 1998 précise que « l'exploitant est tenu de calculer au moment de chaque remise en marche de la chaudière et, au moins tous les trois mois pendant la période de fonctionnement, le rendement caractéristique de la chaudière dont il a la charge ». Un compte rendu sera établi par le titulaire ou par l'organisme chargé du contrôle et un exemplaire sera annexé au rapport annuel d'exploitation remis à l'établissement.

3-5 MAINTENANCE CORRECTIVE

La maintenance corrective couvre les interventions ayant pour objet la remise en état et le maintien en bon état de fonctionnement des installations à la suite d'une défaillance ou pour corriger un dysfonctionnement aléatoire.

Cf. Questionnaire technique – Fiche intervention.

3-6.1 Pendant la visite de maintenance préventive

Si le technicien chargé du contrôle et de la vérification constatait qu'un appareil ou accessoire défectueux s'avérerait irréparable, il le signalerait à l'établissement qui déciderait s'il y a lieu d'en effectuer le remplacement.

Les travaux effectués seront consignés sur une fiche compte-rendu, signée conjointement par le responsable désigné de l'établissement et le technicien chargé du contrôle et de la vérification.

Ces matériels et accessoires devront faire l'objet de commandes séparées, établies par le responsable désigné de l'établissement. Ils leur seront facturés au prix du barème du constructeur en vigueur au jour de la commande, affectés d'une remise commerciale indiquée dans l'annexe 1 à l'AE.

3-6.2 En dehors de la visite de maintenance préventive

Le titulaire doit pouvoir assurer des interventions de dépannage 24h/24 et 7j/7.

L'appel est gratuit, seul le dépannage sera facturé, sous réserve qu'il ne concerne pas un équipement maintenu (garantie de 1 an).

Les conditions d'interventions sont à préciser sur la Fiche intervention du marché : délais d'interventions, mode d'appel (téléphone, télécopie,...).

En cas de modification de ces conditions, en cours de marché, le titulaire devra informer le pouvoir adjudicateur :

Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud
Direction des Achats et des Services économiques
Cellule des Marchés
1, place Auguste Muret
B.P. 101
05007 GAP CEDEX

par courrier recommandé avec accusé de réception.

3-6.3 Délai d'intervention – Déclenchement des interventions

Dans un souci de lisibilité, nous avons défini une échelle de criticité :

✚ Niveau 1 FAIBLE :

la panne ne remet pas en question le bon fonctionnement ni la sécurité de l'installation. Le titulaire doit intervenir dans un délai de 10 jours après réception d'un bon de commande. La date de l'intervention est fixée en accord avec le responsable technique de l'établissement concerné.

✚ Niveau 2 MOYEN :

la panne implique un défaut qui ne remet pas en cause le bon fonctionnement mais qui à court ou moyen terme pourrait impliquer des risques plus importants. Le titulaire doit intervenir dans un délai de 72h (H24) après la réception de l'appel téléphonique qui sera suivi d'un bon de commande.

✚ Niveau 3 ELEVE :

la panne constatée rend le réseau hors service impliquant une autre source d'approvisionnement avant la réparation. Le titulaire doit au mieux se déplacer sur site ou au moins guider par téléphone, ou par tous autres moyens, les agents de l'établissement concerné pour effectuer une réparation temporaire. Un déplacement du titulaire devra avoir lieu dans les plus brefs délais après la déclaration téléphonique de la panne par l'établissement concerné, respectant le délai maximal indiquée dans l'offre retenue.

ou

La panne constatée met en danger le personnel, les patients ou les visiteurs. Les agents de service technique de chaque établissement seront formés par le titulaire pour répondre rapidement à cette problématique, et permettre de diminuer le niveau de criticité.

Le titulaire pourra proposer tous aménagements sur ces niveaux en fonction de son expertise professionnelle qu'il jugera opportun. Le pouvoir adjudicateur évaluera cette proposition et validera sa compatibilité avec les modalités de fonctionnement des sites.

3-6.4 Réception des appels

Le titulaire doit disposer d'un service de réception des appels 24h/24. Ce service est gratuit.

Les appels pour demande d'intervention ne pourront pas être reçus sur répondeur ou boîte vocale.

Les interventions déclenchées sur simple appel téléphonique de l'établissement concerné au titulaire, seront régularisées par un bon de commande à posteriori du signalement.

3-6.5 Déroulement de l'intervention

Toute opération de maintenance corrective sera précédée d'un diagnostic. La remise en état qui suit l'opération de diagnostic prend les formes suivantes :

- dépannage : action sur un matériel en panne en vue de le remettre en état de fonctionnement au moins provisoirement
- réparation : intervention définitive et limitée de maintenance corrective après défaillance.

Ces interventions comprennent les prestations de main d'œuvre et déplacements, ainsi que la fourniture des pièces détachées nécessaires au dépannage ou à la réparation de l'ensemble des installations couvertes par le marché.

Il est précisé qu'une opération de dépannage devra être finalisée par une opération de réparation à un moment différé. Les frais de déplacement à partir du deuxième déplacement ne pourront être facturés sauf à être inclus dans un devis accepté et/ou négocié par l'établissement concerné.

Si le dépannage ou l'intervention curative intervient en raison d'une insuffisance ou d'une défaillance sur la maintenance préventive ou d'une absence de maintenance préventive, cette intervention sera entièrement à la charge du titulaire.

3-6 CONTROLE DE REMISE EN SERVICE

Les composants remplacés sont garantis comme compatibles par le titulaire avec les réseaux existants.

Un contrôle par un bureau de contrôle ou/et par le service technique de l'établissement pourra être exigé par l'établissement hospitalier concerné pour assurer la réception des travaux.

3-7 GARANTIE DES PIECES DETACHEES

Pour les sous-ensembles et composants remplacés au titre du présent marché, la durée de garantie devra être précisée après la pose. A défaut, la garantie sur la pièce sera fixée arbitrairement à 12 mois à compter de la date de pose.

ARTICLE 4 - MODALITES D'EXECUTION

Par dérogation à l'article 27 du CCAG-FCS en vigueur, les modalités d'exécution suivantes s'appliquent :

4-1 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

4-1.1 Respect de la réglementation

Le titulaire sera responsable du respect des réglementations en vigueur.

Il aura l'obligation d'informer le Centre Hospitalier de toutes nouvelles dispositions d'ordre réglementaire.

Les contrôles périodiques relatifs au Décret N° 98.833 du 16 septembre 1998 seront à la charge du Centre Hospitalier. Ils seront effectués par un expert agréé de son choix.

Le titulaire fournira gratuitement, pour chacune de ses visites, le personnel nécessaire afin de lui faciliter sa mission. Il en sera de même pour tous nouveaux contrôles périodiques légaux d'ordre réglementaire qui pourraient être exigés durant l'exécution du marché.

Toutes dispositions réglementaires visant à la mise en conformité, devront être signalées par l'exploitant au Centre Hospitalier.

Toutes nouvelles dispositions réglementaires seront applicables par voie d'avenant.

Le fait d'assurer les visites d'entretien n'engage pas la responsabilité du titulaire pour les accidents matériels ou corporels résultant d'une mauvaise utilisation des tiers. Il ne dégage pas le Centre Hospitalier de ses obligations vis-à-vis des tiers, notamment pour l'observation des lois et règlements en vigueur.

4-1.2 Exécution des prestations

Pendant toute la durée d'exécution des prestations prévues au marché, le titulaire est responsable de la bonne exécution des obligations mises à sa charge.

L'exploitant prendra toutes les précautions nécessaires pour assurer la sécurité du personnel, des locaux et du matériel de l'établissement.

Les travaux résultant de l'application du présent marché devront être effectués en accord avec l'établissement, de manière à ne causer aucune gêne dans la marche des services hospitaliers.

Les travaux doivent être exécutés dans les conditions fixées dans le présent CCP au cours d'interventions normales et de visites exceptionnelles.

Tous les travaux modificatifs ne pourront être entrepris qu'avec l'accord expresse de l'établissement hospitalier concerné.

En cas d'inexécution, de mauvaise exécution ou de retard dans l'exécution de ses obligations, le titulaire sera redevable de pénalités dans les conditions définies dans le présent CCP.

4-1.3 Personnel d'exécution

Les travaux sont exécutés sous la direction du titulaire, qui doit se conformer strictement aux prescriptions de l'établissement.

En matière de sécurité, le prestataire se conformera au Code du Travail.

L'établissement hospitalier se réserve le droit d'interdire l'accès aux locaux et de demander le remplacement immédiat des agents ne donnant pas satisfaction.

L'exploitant est responsable de ses agents en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit. Il est responsable des accidents survenus par le fait de son personnel et des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des travaux.

L'établissement se réserve le droit de vérifier la compétence et la qualification du personnel mis en place par l'exploitant, son personnel possédera tous les documents nécessaires, habilitation électrique...

Le non-respect des qualifications ou l'inaptitude à solutionner les demandes d'intervention de l'établissement prévues, entraîne, après mise en demeure, rupture du marché du fait de l'exploitant, ou bien la réalisation à ses frais et risques par un tiers mandaté par l'établissement.

En début de marché, le titulaire devra communiquer aux établissements hospitaliers les habilitations électriques du personnel technique d'intervention. Celle-ci devra être communiquée après chaque renouvellement durant la durée du marché.

4-1.4 Identification de l'intervenant

Le personnel du titulaire devra obligatoirement et en permanence être porteur d'un badge ou assimilé, sur lequel seront stipulés la raison sociale de l'entreprise et l'identité de l'agent avec sa photo.

De plus, avant chaque intervention sur site, l'agent devra se présenter au responsable du suivi de ce marché de chacun des centres hospitaliers, afin d'obtenir le droit d'intervenir dans l'établissement.

4-1.5 Intervention dans un site hospitalier

Le titulaire doit :

- enseigner à ses personnels les diverses consignes de sécurité générales et particulières des différents établissements du groupement de commandes du GHT des Alpes du Sud et s'assurer que ces consignes soient parfaitement connues des intéressés. Lors de la première intervention, le titulaire pourra être accompagné par un technicien habilité de l'établissement s'il en fait la demande
- informer sans retard le représentant de l'établissement de toute anomalie importante susceptible d'entraîner des détériorations des installations ou de mettre en cause la sécurité des personnes
- il devra en outre faire respecter l'intimité des patients présents dans l'établissement et le secret sur l'identité des patients dont il pourrait avoir l'éventuelle connaissance (respect du secret médical).

4-1.6 Conditions d'intervention en termes de sécurité

Un plan de prévention relatif aux risques encourus sur le lieu d'intervention devra être établi conjointement par les deux parties, avant toute première intervention selon la durée de l'intervention, soit plus de 400 heures sur l'année ou pour tout travaux selon l'arrêté du 19 mars 1993.

A l'issue de l'intervention, selon les règles propres à chaque établissement le personnel du titulaire aura obligation de signer le cahier de sécurité de l'établissement dans lequel il sera intervenu.

Le titulaire attendra également l'obtention d'un permis de feux avant toute intervention le nécessitant.

4-1.7 Formation des techniciens des établissements hospitaliers

Le titulaire assure au titre du marché, sur demande de l'établissement, une formation des techniciens de l'établissement, aux interventions urgentes sur le réseau dont il a la charge, afin de prendre en charge le Niveau 1 décrit dans le paragraphe 3-6.3. La formation aura lieu chaque année si nécessaire et après chaque arrivée de nouvel agent technique.

4-1.8 Durée de l'entretien, de la maintenance

Les visites s'effectuent les jours ouvrés entre 8h00 et 17h00 du lundi au vendredi.

Le prestataire s'oblige à ce que la durée d'entretien et le temps de remise en état de fonctionnement des appareils ou des installations, soient aussi réduits que possible et à conserver au matériel de l'installation, objets du présent marché, ses performances actuelles et habituelles.

Toutefois, il ne saurait être inquiété en aucune façon, du fait de la durée ou de la cause des immobilisations rendues nécessaires pour exécuter, conformément aux règles de l'art, les vérifications, le dépannage, les réparations et les travaux urgents et imprévisibles.

La maintenance préventive obligeant à l'arrêt des installations sera effectuée :

- **pour le chauffage** : entre le 1^{er} juillet et le 31 août, selon les conditions climatiques.
- **pour les installations de rafraîchissement et climatisation** : du 1^{er} avril au 31 mai.

Le prestataire devra communiquer sa gamme de maintenance sur la base du minimum requis dans l'annexe 1 du CCP.

Le candidat doit prévoir un calendrier hebdomadaire, mensuel, trimestriel, semestriel et annuel de maintenance.

4-1.9 Traçabilité des interventions

a) Maintenance préventive

Chaque intervention définie dans la gamme de maintenance préventive doit être tracée et archivée sur un document papier ou sur un accès extranet.

b) Carnet sanitaire (les établissements concernés sont précisés dans l'annexe 1 du CCP)

Le titulaire portera sur le carnet sanitaire de l'établissement les différentes opérations d'entretien préventif et correctif effectuées sur le réseau :

- opération de maintenance,
- incident de fonctionnement (causes et remèdes apportés),
- pression du réseau,
- températures de départ, de boucle, de retour, du ballon de stockage,
- TH PH TAC des retours de condensats,
- consommation de sel et produits de traitement.

Figurent dans l'annexe 1 du CCP les sites qui incluent cette prestation.

c) Livret de suivi d'entretien de la chaufferie

Le titulaire fournira et tiendra à jour un livret de suivi d'entretien qui sera laissé en permanence dans chaque chaufferie et sous-station et sur lequel les représentants des établissements pourront indiquer leurs observations lors de leurs visites. Le livret devra être positionné dans un casier et protégé dans une pochette plastique étanche.

L'exploitant portera sur ce livret :

- les relevés de fonctionnement des installations (courbe de régulation, température départ/retour/extérieur, etc.), les relevés mensuels de consommation d'ECS et des compteurs d'énergie Les résultats de contrôles de combustion, et ce pour toute chaudière quelle que soit sa puissance
- les contrôles des disconnecteurs
- les ramonages la mention des travaux d'entretien quotidiens un compte-rendu des accidents, incidents ou difficultés rencontrés en chaufferie et sous stations ou dans l'installation, avec indication des temps d'arrêt toute intervention effectuée en locaux techniques et sous station.

Le livret d'entretien doit obligatoirement être présent en chaufferie et tenu à jour.

Figurent dans l'annexe 1 du CCP les sites qui incluent cette prestation.

d) Maintenance curative

Chaque intervention de dépannage fera l'objet d'un rapport d'intervention écrit et devra être archivée sur un document papier ou sur un accès extranet.

4-1.10 Assistance et conseil

Ces prestations comprennent :

- l'assistance au maître d'ouvrage au cours des visites réglementaires
- l'assistance au maître d'ouvrage pour tous essais, contrôles, visites, relatifs aux équipements concernés par le présent marché
- l'information au maître d'ouvrage de tout changement ou de toute modification aux normes et réglementations relatives aux équipements concernés ainsi que leurs incidences techniques et financières
- la communication des éléments nécessaires à la préparation du budget de l'exercice suivant pour les prestations comprises hors forfait : les pièces de rechange, la mise en conformité, l'amélioration des performances ou de la fiabilité des équipements, ...

Un rapport annuel des interventions sera remis au responsable des services techniques. Ce rapport permettra d'évaluer le taux de vétusté des installations et de permettre d'identifier les équipements à renouveler.

4-1.11 Permanence et astreinte

L'astreinte constitue l'obligation faite au titulaire de maintenir les moyens nécessaires pour intervenir en maintenance corrective (palliative et curative) dans un délai spécifié. Il est prévu une astreinte assurée à distance : le titulaire a l'obligation de tenir disponible, en permanence, des moyens et un personnel technique capable d'assurer le dépannage.

Le délai imparti à l'exploitant pour commencer une intervention de réparation, rechercher la cause d'un incident ou débiter la réparation a pour origine l'appel.

Le titulaire devra assurer une prestation 24h/24 et 7j/7 ; il proposera aux établissements un mode opératoire pour approbation.

Le prestataire s'oblige à ce que la durée d'entretien et le temps de remise en état de fonctionnement des appareils ou des installations, soient aussi réduits que possible et à conserver au matériel de l'installation, objets du présent marché, ses performances actuelles et habituelles.

4-1.12 Matières consommables et pièces de rechange

Les matières consommables sont de même provenance que celles préconisées par les constructeurs.

Pour la réalisation des prestations d'entretien courant, le titulaire doit la fourniture des divers produits consommables, des petites fournitures mécaniques, électriques, plomberie, etc... (fournitures ou pièces de rechange dont le prix unitaire est inférieur à 50 € HT, selon catalogue fournisseur sur le prix professionnel).

Le titulaire effectuera toutes les réparations et tous les remplacements de pièces ou matériels devenus défectueux chaque fois que cela s'avérera nécessaire pour maintenir la bonne marche de l'exploitation et satisfaire aux garanties fixées par le présent contrat.

4-2 OBLIGATIONS DES ETABLISSEMENTS DE SANTE

4-2.1 Les énergies

L'établissement prendra à sa charge l'ensemble des énergies nécessaires au bon fonctionnement de ses installations : électrique, combustible, eau, téléphonique, engendré par l'installation de l'outil de télégestion.

Il prendra également à sa charge, l'ensemble des produits tels que :

- produits éventuels de traitement d'eau chaude, chauffage, eau glacée
- sel d'adoucisseur
- fluide, lubrifiant, antigel
- l'ensemble des consommables.

Cependant, si la perte ou la dénaturation implique la responsabilité du titulaire, celui-ci en assurera, à ses frais, son conditionnement.

4-2.2 Contrôle technique réglementaire

L'établissement prendra à sa charge l'ensemble des visites de contrôles réglementaires nécessitant le recours à un organisme agréé, les autres contrôles restent à la charge du titulaire (combustion, ...).

4-2.3 Cas général

Les établissements prendront en charge :

- l'ensemble des travaux autres que ceux prévus au présent marché tel que peinture, maçonnerie...
- l'entretien des installations autres que celles décrites dans les annexes
- l'ensemble des taxes et impôts inhérents à l'existence des installations.

Les établissements feront le nécessaire pour rendre l'objet du contrat conforme aux exigences de sécurité, de la législation ou de la réglementation pendant toute la durée du marché.

4-2.4 Libre accès aux installations

Les établissements garantissent le libre accès du prestataire aux équipements sur lesquels portent les prestations, sans restrictions particulières dans les plages horaires suivantes :

du lundi au vendredi, de 8h00 à 16h30, hors jours fériés.

Les établissements s'engagent à ce que tous les appareils faisant l'objet du présent marché soient aisément accessibles. Lors des visites, les appareils inaccessibles ou indisponibles qui seront contrôlés, devront être signalés à l'établissement.

Le personnel du prestataire devra avoir la possibilité d'accéder aux locaux susceptibles de contenir un ou plusieurs organes faisant partie intégrante du matériel couvert par le présent marché.

4-2.5 Règle de sécurité

Les établissements conservent la responsabilité complète de la mise en œuvre des moyens et des procédures propres à assurer sur le site, la sécurité des biens et des personnes.

Les établissements doivent veiller à tout moment à la stricte et constante application des dispositions législatives et réglementaires, ainsi qu'à l'application des règlements pris dans l'intérêt de la santé et de la sécurité.

Les obligations de sécurité des établissements sont fixées par les principes généraux de prévention contenus dans le Code du Travail (article L230-2). Ils doivent s'intégrer dans la gestion et l'organisation de l'entreprise.

4-2.6 Mise en conformité

Il appartient aux établissements de réaliser la mise en conformité de ses installations au regard de la réglementation, y compris des équipements confiés au prestataire. Cependant, cela ne dédouane pas le prestataire d'être force de proposition et d'amélioration ainsi que d'alerter les établissements sur une évolution de la réglementation.

ARTICLE 5 – DISCRETION ET CONFIDENTIALITE

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations personnelles de santé, techniques, financières, ou organisationnelles, et documents auxquels il aurait accès dans le cadre du présent marché.

Sauf autorisation préalable écrite de l'acheteur, le titulaire s'interdit de publier, communiquer ou divulguer à quiconque, et de quelque façon que ce soit, toutes informations de quelque nature qu'elles soient, reçues directement ou indirectement de l'acheteur.

Le titulaire s'engage à informer son personnel, ses cotraitants et ses sous-traitants éventuels du caractère confidentiel des informations reçues et veille au respect de ladite confidentialité.

Les Centres Hospitaliers s'engagent à maintenir confidentielles les informations, signalées comme telles, reçues du titulaire.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

Après l'exécution complète du marché, le titulaire s'engage à restituer l'ensemble des informations et documents transmis par l'acheteur ou élaborés pour les besoins du marché, et à ne conserver aucune copie des dites informations ou desdits documents.

Cette confidentialité devra être respectée conformément à la durée légale ou réglementaire relative au contenu concerné notamment par les données nominatives de santé.

ARTICLE 6 – MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

Le marché est conclu aux prix figurant aux annexes financières à l'acte d'engagement.

Le prix est réputé comprendre l'ensemble des prestations demandées au présent marché ainsi que toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que l'assurance et tous les frais afférents à l'exécution de la prestation.

Le prix ne peut comporter de supplément d'aucune sorte, notamment pour frais de facturation.

Les prix sont fermes la première année du marché.

6-1 REVISION DE PRIX

Le montant de la redevance annuelle telle que fixée à l'article ci-dessus, sera révisé chaque année à l'échéance (date anniversaire de notification). Ce prix est automatiquement révisable en application de la formule suivante :

$$P = P_o \times \left((0,125 + (0,75 \frac{S}{S_o}) + (0,125 \frac{FSD1}{FSD1o}) \right)$$

dans laquelle :

P = redevance annuelle révisée

P_o = redevance annuelle initiale

S = indice des Salaires de la construction mécanique et électrique (dernier indice connu au moment de la demande de révision de prix)

S_o = indice des Salaires de la construction mécanique et électrique à la notification du marché

FSD1 = Frais et Services Divers (dernier indice connu au moment de la demande de révision de prix)

FSD1_o = Frais et Services Divers à la notification du marché.

En cas de hausse, le titulaire devra communiquer le nouveau prix applicable au plus tard trois mois avant la prise d'effet de la hausse du prix, à la Direction des Achats, de la Logistique, du Patrimoine et des Equipements, Cellule des Marchés, du Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud, coordonnateur du groupement de commandes du GHT des Alpes du Sud, par lettre recommandée avec accusé de réception, accompagnée d'un récapitulatif des indices publiés.

A défaut du respect de cette procédure, l'augmentation ne pourra être prise en compte.

En cas de diminution (valeur de l'indice en baisse), le Groupement de commandes du GHT des Alpes du Sud devra être informé trois mois avant la date du changement de tarif.

En tout état de cause la majoration annuelle appliquée ne pourra dépasser 1,5 %.

En tout état de cause, l'application des dispositions citées ci-dessus ne saurait conduire à une augmentation de prix supérieure à 1,5% pour la période et la dépense considérées. Dans le cas contraire, le Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud en qualité d'établissement support se réserve le droit de résilier le marché.

En cas d'évènement extérieur aux parties, imprévisible, et bouleversant temporairement l'équilibre du marché, survenant en cours d'exécution, notamment d'ordre sanitaire, climatique ou économique, le centre hospitalier pourra étudier une augmentation supérieure à 1,5% dans le respect de la réglementation en vigueur et sur justificatifs.

En cas de hausse, le titulaire devra communiquer le nouveau prix applicable au plus tard trois mois avant la prise d'effet de la hausse du prix, à la Direction des Achats, de la Logistique, Cellule des Marchés, du Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud, coordonnateur du groupement de commandes du GHT des Alpes du Sud, par lettre recommandée avec accusé de réception, accompagnée d'un récapitulatif des indices publiés.

A défaut du respect de cette procédure, l'augmentation ne pourra être prise en compte.

Les prix ainsi révisés sont fermes pour chacune des périodes de reconduction.

En cas de diminution (valeur de l'indice en baisse), le Groupement de commandes du GHT des Alpes du Sud devra être informé trois mois avant la date du changement de tarif.

En cas de hausse, s'il n'y a pas d'opposition du Groupement de commandes du GHT des Alpes du Sud dans la période de deux mois et que la hausse est conforme aux dispositions ci-dessus, les nouveaux tarifs sont fermes jusqu'à la fin de la période annuelle et applicables à la date d'échéance du marché.

6-2 REMUNERATION DE LA MAINTENANCE PREVENTIVE ET VERIFICATION

La rémunération des services du titulaire est calculée sur la base des prix unitaires indiqués aux annexes à l'acte d'engagement.

Ces prix comprennent :

- la réalisation des prestations indiquées à l'article 3-02
- la fourniture des pièces dont la quantité et/ou la périodicité sont connues
- les frais de main d'œuvre et de déplacement (transport, nuitées, ...).

Aucun frais de facturation ne sera accepté.

6-3 REMUNERATION DE LA MAINTENANCE CORRECTIVE

La facturation interviendra après chaque réparation, selon les conditions indiquées à l'article 3-6.2 et selon les coûts unitaires précisés en annexe 1 à l'acte d'engagement.

Ces coûts unitaires sont fermes pour la première année du marché puis révisables selon les conditions de l'article 6-1.

ARTICLE 7 – FACTURATION - CONDITIONS DE PAIEMENT

Chacun des établissements hospitaliers fera l'objet d'une facturation particulière.

La Facturation de maintenance préventive se fera trimestriellement à terme échu pour chaque établissement hospitalier.

La Facturation de maintenance curative se fera après intervention pour chaque établissement hospitalier.

Les factures seront libellées par le titulaire, après service fait, à l'ordre de :

- ✚ Pour le site hospitalier de BRIANCON :
 - Centre Hospitalier des Escartons : 80 % de la facturation
 - Direction des Achats
 - 24, avenue Adrien Daurelle
 - 05105 BRIANCON CEDEX

 - GCS Plateforme hospitalière : 20 % de la facturation
 - 24, avenue Adrien Daurelle
 - 05105 BRIANCON CEDEX

- ✚ Pour le site hospitalier d'AIGUILLES :
 - Centre Hospitalier
 - Rue du Bourg
 - 05470 AIGUILLES

Chaque facture établie par le titulaire portera, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- nom, adresse et raison sociale du créancier
- référence du marché (numéro), numéro d'opération et imputation budgétaire
- numéro de compte postal ou bancaire tel qu'il est précisé dans l'offre
- désignation de la prestation
- montant déjà facturé et numéros de factures correspondantes
- montant et taux de la T.V.A.
- montant total H.T. et T.T.C.

La facture pourra être transmise par envoi postal à l'adresse ci-dessus ou déposée sur le site CHORUS (<https://chorus-pro.gouv.fr>) :

- ✚ Pour le site hospitalier de BRIANCON :
 - N° SIRET CHEB : 260 500 046 00016
- ✚ Pour le site hospitalier d'AIGUILLES-QUEYRAS :
 - N° SIRET CH AIGUILLES :

Chacun des établissements se libèrera des sommes dues au titulaire par l'émission d'un mandat et le virement sur le compte bancaire précisé sur le marché interviendra dans les 50 jours à réception de la facture.

Le délai de paiement est suspendu si la facture n'est pas conforme aux exigences du marché.

Le taux des intérêts moratoires dus en cas de retard de paiement est égal aux taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire est de quarante euros.

En cas de changement de domiciliation bancaire en cours d'exécution du marché, le titulaire adressera dans les meilleurs délais au Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud, Direction des Achats, de la Logistique, du Patrimoine et des Equipements, Cellule des Marchés, sous pli recommandé, les renseignements relatifs à la nouvelle domiciliation.

ARTICLE 8 – PENALITES DE RETARD

Chaque établissement hospitalier se réserve le droit d'appliquer les pénalités décrites ci-après.

Toutes les pénalités décrites ci-dessous sont cumulatives. Elles pourront être déduites des différents paiements effectués au profit du titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG – FCS, les pénalités de retard sont dues dès le premier euro.

8-1 MAINTENANCE PREVENTIVE

8-1.1 Retard dans la remise des rapports

En cas de non remise, ou de remise d'un rapport incomplet, dans un délai supérieur à soixante jours calendaires après la date de fin d'intervention, le Titulaire encourt par jour calendaire de retard et sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées suivant la formule :

$$P = N \times 30,00 \text{ €}$$

dans laquelle :

P = montant H.T. de la pénalité

N = nombre de jours calendaires de retard.

8-1.2 Pénalité pour une maintenance préventive

Par définition, il n'existe pas de nécessité impérieuse dans la réalisation de la maintenance préventive. Néanmoins, si le délai entre deux maintenances préventives dépasse un an ou si le début de la première maintenance est différent de plus d'un mois par rapport à la date initialement prévue conjointement entre le titulaire et l'établissement, l'établissement est en droit d'appliquer des pénalités de retard à hauteur de :

$$P = 100 \text{ €} \times S$$

dans laquelle :

P = montant des pénalités

S = nombre de semaines de retard

Nous précisons que ces pénalités pourront ne pas être appliquées en cas d'accord écrit et signé entre les deux parties pour différer l'intervention.

Les pénalités seront appliquées sans mise en demeure préalable, sur simple confrontation entre les dates et heures d'intervention prévues et l'intervention réelle.

8-2 PENALITE POUR UNE MAINTENANCE CURATIVE

Les délais d'intervention maximaux sont fixés à l'article 3-6.3 du présent CCP.

En cas de retard sur les dates et heure d'intervention (niveaux 2 et 3 décrits dans le CCP), le titulaire est passible d'une pénalité de retard, calculée comme suit :

$$P = 50 \text{ €} \times H$$

dans laquelle :

P = montant des pénalités

H = nombre d'heures de retard

Pour toute intervention de Niveau 3, décrit dans le CCP, les dates et heure d'intervention seront arrêtées conjointement. En cas de retard, la formule suivante sera appliquée :

$$P = 150 \text{ €} \times J$$

dans laquelle :

P = montant des pénalités

J = nombre de jours calendaire de retard (chaque jour entamé est considéré comme dû).

ARTICLE 9 - RESILIATION DU MARCHE – EXECUTION PAR DEFAULT

9-1 RESILIATION

Le Groupement de commandes du GHT des Alpes du Sud pourra résilier le marché sans indemnité dans les conditions prévues au Chapitre VII du CCAG-FCS cité ci-dessus :

- en cas d'infraction caractérisée aux clauses contractuelles,
- en cas de liquidation judiciaire du titulaire (les offres faites par les créanciers pour la poursuite du marché pourront être acceptées sur avis des établissements),
- en cas de redressement judiciaire, dans le cas où le titulaire n'est pas autorisé par le Tribunal à continuer l'exploitation de son entreprise.

9-2 EXECUTION PAR DEFAULT

En cas d'inexécution des prestations ou de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire, le Groupement de commandes du GHT des Alpes du Sud fera appel à un autre prestataire aux frais et risques du titulaire du marché (article 45 du CCAG-FCS).

En cas de différence de prix au détriment de l'établissement hospitalier, celle-ci sera mise de plein droit à la charge du titulaire du marché. La diminution du prix ne profite pas au titulaire.

ARTICLE 10 – RESPECT DU REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNES (RGPD)

Tout contrat intégrant des données à caractère personnel (DCP) au sens du RGPD (*c'est-à-dire toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable; est réputée être une «personne physique identifiable» une personne physique qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale*) doit intégrer les clauses contractuelles spécifiques.

Le titulaire s'engage à signer les clauses contractuelles, figurant en annexe du présent CCTP, après remplissage des données en lien avec l'acheteur.

Dans le cas de transfert de données hors UE, le titulaire s'engage à remplir et à signer *a minima* les clauses contractuelles types (CCT) dont le modèle est fourni par la commission européenne (version du 4 juin 2021) > [EUR-Lex - 32021D0914 - FR - EUR-Lex \(europa.eu\)](#).. Le titulaire prend acte que des mesures complémentaires pourront être requises dans ce cadre afin de garantir un niveau de protection équivalent à celui prévu dans l'Espace économique européen et afin de nous assurer de l'effectivité des mesures proposées dans les CCT au regard de la législation en vigueur au niveau du pays tiers.

ARTICLE 11 - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dispositions du CCAG relatives aux marchés de fournitures courantes et services sont applicables au présent marché :

- dans la mesure où elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent document ou différentes de ces mêmes dispositions,
- en particulier, l'article 8 déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS,
- pour toutes les clauses non précisées dans le présent document.

ARTICLE 12 - CONTESTATIONS ET LITIGES

Toutes contestations relatives à l'exécution ou à l'interprétation du présent marché relèveraient du Tribunal Administratif de MARSEILLE, 22 rue de Breteuil, 13281 MARSEILLE CEDEX 06, tél. : 04.91.13.48.13, e-mail : greffe.ta-marseille@juradm.fr.

Fait à GAP, le 15 Décembre 2025

Pour le Groupement de commandes du GHT des Alpes du Sud :

Le coordonnateur :

Pour le Directeur du Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud et par délégation,
Le Directeur Adjoint :



Clément GIRARD

